Présidentielle au Burundi: début de la campagne, interdite à l'opposition

@rib News, 12/06/2010 – Source AFPLa campagne pour l'élection présidentielle du 28 juin au Burundi, à laquelle le chef de l'Etat sortant Pierre Nkurunziza est seul autoriser à participer car unique candidat au scrutin, a débuté samedi dans le nord du pays, a-t-on appris de sources administratives locales.PrÔs de 10.000 partisans de M. Nkurunziza ont participé Ã un grand meeting politique dans sa province natale de Ngozi (nord), selon ces sources.

"La campagne a débuté aujourd'hui et doit se terminer le 25 juin", a expliqué le porte-parole de la Commission électorale (Ceni), Prosper Ntahorwamiye. "Seul le candidat du parti CNDD-FDD (au pouvoir), qui est le seul à se présenter, a le droit de faire campagne, comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur", a rappelé M. Ntahorwamiye, expliquant que "la loi sur les manifestations publiques est du ressort de l'administration". Mardi, le gouvernement avait interdit à l'opposition de faire campagne, tous les candidats de cette opposition ayant retiré leur candidature à un scrutin présidentiel qu'ils jugent "truqué d'avance". Réunis au sein d'une nouvelle coalition, l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), l'opposition avait annoncé son intention de faire campagne pour que les électeurs ne participent pas à la présidentielle. Cela "vient rappeler que ce pays est en train de glisser sous une dictature de parti unique", a accusé Alexis Sinduhije, l'un des leaders de l'opposition. "Nous sommes décidés à faire campagne pour que les Burundais ne participent à la mascarade du 28 juin, car la décision du ministre est une honte, qui viole la Constitution du Burundi et nos droits politiques", a-t-il estimé. La position de la Ceni "démontre une fois de plus" que celle-ci "a pris fait et cause pour le parti au pouvoir", a-t-il affirmé. Six candidats de l'opposition, affirmant que les élections communales du 24 mai remportées par le parti au pouvoir avaient été entachées de "fraudes massives", se sont retiré de la course à la présidentielle. L'opposition exige l'annulation des communales et la destitution de la Ceni. Une mission d'observation de l'Union européenne a jugé que le scrutin communal a été "conforme aux normes internationales".

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 25 April, 2024, 06:46